

Débat électoral – CCI WAPI / UWE

Ce lundi 10 septembre, la CCI WAPI, en collaboration avec l'Union Wallonne des Entreprises, recevait dans ses locaux quatre candidats aux élections communales et provinciales d'octobre. L'objectif de la rencontre était de réunir les pouvoirs locaux et les chefs d'entreprise afin d'ouvrir la discussion sur les réalités économiques rencontrées par les membres de la Chambre de Commerce. 80 membres de la CCI WAPI sont venus assister au débat.

Avaient répondu présents à cette invitation :

Christian Brotcorne, CDH

Jean-Luc Crucke, MR

Rudy Demotte, PS

Simon Varasse, Ecolo

Les leviers pour améliorer les conditions d'existence des entreprises

C'est Olivier de Wasseige, Administrateur délégué et Directeur général de l'UWE, qui a pris la parole en premier. Celui-ci a présenté les cinq axes principaux qui constituent les « 20 priorités pour une alliance entreprises – pouvoirs locaux », un document rédigé par l'UWE.

Selon Olivier de Wasseige, les communes et provinces disposent de cinq leviers qui, s'ils sont bien utilisés, peuvent sensiblement améliorer les conditions d'entreprises :

1. l'Accueil des entreprises : tenir compte de la création d'entreprise dans les plans stratégiques transversaux, prévoir des « Fast tracks » pour l'implantation ou l'agrandissement rapide d'entreprise, tenir compte des points négatifs ET positifs de l'installation d'entreprises en termes de charges d'urbanisme.

2. Investissements publics : équipement et entretien des zones d'activités économiques, favoriser l'emploi local, insérer un maximum de closes pour lutter contre le dumping social, favoriser l'économie social et la formation en alternance.

3. Sécurité et salubrité publiques : lutte contre la délinquance (détériorations et vols dans les zonings), collecte des déchets, penser un plan de logistique urbaine cohérent et l'accès aux entreprises.

4. Enseignement : il s'agit d'un point clé dans le développement des entreprises, même d'une priorité n°1. En primaire, 50% des enfants sont inscrits dans le communal, en secondaire 16% des élèves évoluent dans l'enseignement provincial. Il faut renforcer les savoir de base et cela dépend de la qualité des enseignements. Quid des procédures de sélection des enseignements et des nominations (à vie) ?

5. Gouvernance et Finances : réservation de terrain à penser en terme de « supracommunalité » pour obtenir une vision d'ensemble. Un commissaire général, désigné par le gouvernement, pourrait avoir une vue d'ensemble du développement économique contrairement aux intercommunales qui morcellent les terrains. Simplification des règlements des formulaires fiscaux, paix fiscale.

Les débats

Xavier Simon, animateur du débat, a ensuite expliqué les règles du jeu. Chaque candidat disposait de 2 minutes, montre en main, pour présenter son point de vue sur les 5 piliers.

Yves Dekegeleer, Président de la CCI WAPI a ouvert les débats en soulevant la lenteur des [délivrances des permis d'urbanisme](#) qui empêchent les entreprises de croître sereinement.

Si les quatre candidats étaient unanimes pour reconnaître le problème, les solutions proposées étaient différentes. Rudy Demotte favorise la création d'une « Task Force » pour favoriser les synergies, comme ce fut le cas pour l'installation de Colruyt à Ghislenghien (en moins de 4ans). Simon Varasse lui, suggère la création d'un guichet unique qui pourrait guider et accompagner les entreprises en création ou en développement. Pour le MR, la solution est dans l'humain. C'est la rencontre et l'échange direct entre les pouvoirs locaux et les chefs d'entreprise qui permettent au dossier d'avancer. Christian Brotcorne va dans le même sens et souligne la création à Leuze de l'ADL qui sert de relai et assure le contact permanent.

ECOLO reconnaît les difficultés pour les PME et TPE d'accéder aux [conditions des marchés publics](#). Simon Varrasse suggère de morceler ces marchés en différents petits lots et de permettre aux petites entreprises de s'associer afin de remettre une offre commune. Il cite en exemple les marchés octroyés pour les repas scolaires dans les écoles de Mouscron. Les trois autres candidats soulignent eux aussi l'importance de favoriser les entreprises locales mais soulignent les difficultés pour y parvenir : la loi étant stricte. Christian Brotcorne parle d'agrémenter ces marchés de clauses sociales et environnementales pour orienter les sélections. Pourquoi aller chercher du mazout à Anvers pour 2€ de moins que l'entreprise voisine alors que l'émission de CO2 est bien plus importante (transport) ?

En termes de [sécurité](#), les candidats semblent satisfaits des mesures mises en place dans les zones d'activités. Dario Dalla Valle, Vice-Président de la CCI WAPI, raconte pourtant les difficultés rencontrées par les entreprises installées dans le zoning de Péruwelz. Après 10 ans de discussion avec les pouvoirs locaux, celles-ci ne voient pas le dossier avancer : vol, dégradation, éclairages insuffisants...

Les quatre candidats restent également convaincus que davantage de poubelles favoriseraient la multiplication des dépôts sauvages, surtout dans ces zones moins fréquentées le soir et les week-ends. Ils sont unanimes quant à l'importance de l'éducation sur le sujet. Jean-Luc Crucke prend en exemple la récente action « consigne de canettes » menée à Frasnes et Chièvres.

De l'avis de tous, [l'accès aux zones d'activités](#) est, par contre, à revoir. Rudy Demotte évoque l'inexistence de pistes cyclables dans le zoning d'Orcq et les dangers rencontrés par les cyclistes qui osent s'y aventurer. Il souligne également l'importance d'instaurer un dialogue avec la TEC pour limiter les lignes de bus non rentables, mais en trouvant des solutions communes. Ainsi la ligne provenant de la Chaussée de Lannoy (Froyennes) a été prolongée pour desservir l'E-campus.

Paul Bertrand, à la tête de GOLDEN STAR, interpelle les candidats quant au [blocage des zones d'activités lors des grèves générales](#). Il demande si une solution ne pourrait pas être trouvée afin de multiplier les accès aux zoning. Ainsi le simple blocage d'un carrefour et d'un rond-point dans le zoning d'Orcq empêche toutes activités économiques pendant des heures voir des jours, ce qui engendrent des pertes conséquentes. A cette interpellation, les candidats ont préféré répondre avec

prudence (ou ne pas répondre) et ne pas s'avancer. Le droit de grève et celui de travailler étant en confrontation. Ils rappellent l'importance du dialogue dans ce genre de situation et soulignent la diminution de ce genre de pratiques.

Thierry Delvigne, Vice-Président de la CCI WAPI, met ensuite sur le tapis la difficulté pour les entreprises de recruter des ouvriers qualifiés. Les chefs d'entreprises constatent une [pénurie de main d'œuvre dans les métiers techniques](#) dûe, entre autres, à la dévalorisation de ces filières.

Jean-Luc Crucke rappelle que le MR est opposé à l'allongement du tronc commun que contient le [Pacte d'Excellence](#). Selon lui, il s'agit là de postposer l'arrivée des personnes qui souhaitent entrer dans les filières techniques par amour du métier.

Christian Brotcorne rappelle que le technique et le professionnel ne sont pas les seules filières à fournir les emplois de demain. Maîtriser les math, le français et l'expression sont indispensables à chacun. Il évoque le travail réalisé par l'ADL qui rapproche demandeurs d'emploi et entreprises. Il croit plus à la formation d'un demandeur d'emploi pour correspondre à une offre existante. Rudy Demotte prend pour exemple Coca-Cola (visite récente) dont les dirigeants rappelaient que l'entreprise n'a pas besoin de personnes passives mais de créativité et de technique. Il se dit favorable à l'instauration d'une vision polytechnique dès le primaire : il n'y a pas de métier de base. Simon Varrasse est lui préoccupé par ce constat : les [écoles provinciales quittent Mouscron](#). Il s'agit d'un risque, selon lui de perdre les jeunes qui ne trouvent plus de formation à proximité de leurs lieux de vie. Il souhaite l'ouverture de filières en adéquation avec les besoins économiques de la région.

Jean-Luc Crucke et Rudy Demotte expliquent ensuite que la [nomination des enseignants](#) n'est plus réalisée par la commune en tant que tel. Ils laissent le soin aux directeurs d'école de sélectionner leur équipe et valident ensuite le choix. Ils estiment que les directeurs sont les plus à-même d'opérer le recrutement puisqu'ils connaissent les besoins de leur école.

Simon Varrasse poursuit en expliquant que l'arrivée de professeurs du secteur privé dans le secondaire, à l'image du supérieur, pourrait enrichir l'enseignement transmis aux élèves (réalités de terrain). Il rappelle que 20% des jeunes enseignants quittent le secteur après leur 1^{ière} année d'exercice et demande que le secteur soit revalorisé en termes de statut et de salaire.

Concernant la gouvernance, le candidat ECOLO souligne l'importance d'avoir une vision globale et de renforcer la collaboration entre IEG et IDETA. Point de vue [fiscalité](#), il est partisan de la suppression des taxes parking pour les petits commerçants.

Rudy Demotte met en garde contre les regroupements qui éloignent les pouvoirs de décision des réalités du terrain. Il rappelle qu'il n'est pas toujours possible de diminuer les charges fiscales et de répondre oui à toutes les sollicitations. Il souligne cependant la nécessité et l'urgence de penser durable dans les investissements futurs.

Jean Luc Crucke achève l'échange sur le sujet en présentant la position du MR pour qui il y a trop de dépenses publiques. Il est nécessaire, selon lui, de [simplifier les institutions](#), en commençant par la suppression des provinces.